

PREFET DES CÔTES D'ARMOR

Direction départementale  
de la protection  
des populations

**ARRETE**  
**portant autorisation d'une installation classée**  
**pour la protection de l'environnement**

Service prévention des risques  
environnementaux  
N°IC 2003/1449  
MTB

**Le Préfet des Côtes d'Armor**  
**Officier de la Légion d'honneur**

**VU** le Code de l'Environnement et notamment le titre I du livre II et le titre I du livre V ;

**VU** le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001 modifié relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

**VU** l'arrêté ministériel du 6 mars 2001 modifié relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;

**VU** l'arrêté ministériel du 7 février 2005 modifié fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de bovins, de volailles et/ou de gibier à plumes et de porcs soumis à autorisation au titre du livre V du Code de l'environnement ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004 modifié fixant les dispositions applicables aux puits et forages ;

**VU** l'arrêté préfectoral en date du 29 juillet 2009 modifié établissant le quatrième programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

**VU** la demande présentée le 3 avril 2012 par l'installation classée « **EARL DE LA HAUTIERE** », sise « La Hautière » à PLESLIN TRIGAVOU, dans le cadre de l'installation d'un jeune agriculteur en vue de :

- l'extension d'un élevage porcin autorisé (suite à la reprise d'un élevage porcin autorisé le 14 janvier 2004 au nom de l'EARL DOUARD pour 2 255 places animaux équivalents, avec transfert soit un cheptel de 4 411 places animaux équivalents (soit 65 places maternité, 312 places gestantes, 36 places quarantaine, 1 420 places post sevrage et 2 960 places engraissement),
- la construction d'un nouveau bâtiment d'élevage sur le site de la Hautière,

- l'implantation d'une verraterie sur paille de type litière de 72 places,
- le réaménagement de bâtiments existants,
- la mise à jour du plan d'épandage,

à Pleslin-Trigavou au lieu-dit « La Hautière » (Section A1 n°s 2258 - 2264) ;

**VU** la saisine de l'autorité environnementale du 06 juillet 2012 ;

**VU** la saisine des services (direction départementale des territoires et de la mer, l'agence régionale de santé et le service interministériel de défense et de protection civile) du 06 juillet 2012 ;

**VU** les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions favorables du commissaire-enquêteur du 07 décembre 2012 ;

**VU** la consultation des conseils municipaux de CORSEUL, LANGUENAN, PLESTIN-TRIGAVOU, PLOUBALAY, PLOUER-SUR-RANCE, PLUDUNO ;

**VU** le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 18 juin 2013 ;

**VU** l'avis favorable émis par le Conseil départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) le 28 juin 2013 ;

**CONSIDERANT** que la demande présentée prévoit des mesures compensatoires permettant une gestion correspondant aux normes en vigueur visées par le code de l'environnement ;

**CONSIDERANT** que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du code de l'environnement ;

**CONSIDERANT** que l'élevage est déjà autorisé et que le projet consiste en une restructuration externe avec une augmentation de 1 712 places animaux équivalents et de production ;

**CONSIDERANT** que le nombre de porcs à l'engrais, après projet, sera supérieur à 2 000 places, les constructions sont proposées à distance réglementaires des tiers et la construction du hangar numéroté 9, déjà réalisée, n'est pas à distance réglementaire du forage ;

**CONSIDERANT** que l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2013 autorisant l'EARL La Hautière à exploiter un élevage porcin de 4 411 places animaux équivalents après avis du CODERST et notamment son article 11 relatif aux prescriptions particulières relatives aux puits et forages existants comporte une erreur ;

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture des Côtes d'Armor,

## A R R E T E –

### **ARTICLE 1<sup>er</sup> :**

L'arrêté préfectoral du 12 janvier 2005 autorisant l'EARL de la Hautière à exploiter à « la Hautière » à Pleslin-Trigavou un élevage porcin de 2 399 places animaux équivalents est abrogé et l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2013 autorisant l'EARL de la Hautière à exploiter un élevage porcin de 4 411 places animaux équivalents est rapporté et remplacé par le présent arrêté.

## **ARTICLE 2 :**

**2.1.** - L'EARL La Hautière, ci après dénommé l'éleveur, demeurant à PLESLIN TRIGAVOU au lieu dit "La Hautière", est autorisé à exploiter à cette adresse (section A1 parcelles n°s 404, 2 258 et 2 264) conformément aux plans et mémoires annexés à la demande, un élevage porcin dont la capacité maximale est de 4 411 places pour animaux équivalents (PAE) réparties comme suit : 65 places maternité (195 PAE), 312 places gestante-verraterie (936 PAE), 36 places quarantaine infirmerie (36 PAE), 2 960 places engraissement (2 960 PAE), 1 420 places post sevrage (284 PAE). Une partie de l'élevage sera sur litière sur paille 72 places de gestantes type litière accumulée. Une partie de l'élevage sera sur litière sur paille 240 places de gestantes type litière raclée.

=> une unité de traitement des lisiers comprenant :

- une séparation de phase en tête du lisier par raclage en "V" (système TRAC), réparti comme suit : un atelier de 1 152 places engraissement (bâtiments numéroté n°8) et un atelier de 1 420 places post sevrage (bâtiment numéroté 7), selon les plans et mémoires annexés au dossier (produisant deux co-produits ci-après dénommé "résidus organiques B" et lisier séparé) ;
- un hangar de stockage du résidu organique produit ;

**2.2.** - Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement (comprenant élevage et unité de traitement par raclage en V) soumise à autorisation sous la rubrique n° 2102-1 de la nomenclature, le pétitionnaire devra respecter la réglementation en vigueur ainsi que les prescriptions ci-après.

**2.3.** - Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement (comprenant élevage et unité de traitement) soumise à autorisation sous la rubrique n° 2102 - 1 de la nomenclature, le pétitionnaire devra respecter la réglementation en vigueur ainsi que les prescriptions ci-après.

- une zone pour le traitement des lisiers par une unité mobile de traitement DENITRAL (Unité Mobile de Traitement) comprenant :

- . une plate-forme de réception de l'Unité Mobile de Traitement ;
- . une fosse de brassage des lisiers;
- . une plate-forme de réception des caissons de stockage.
- . une fosse de stockage des lisiers centrifugés;

Une partie des déjections de l'élevage ci-dessus fera l'objet d'un traitement de centrifugation, à savoir : 8 310 kg d'azote (1 873 m3 de lisier) sur 28 884 kg d'azote sous forme de lisier( 6 616 m3 annuel), produisant un co-produit ci-après dénommé "résidus organiques A".

## **ARTICLE 3 : PRESCRIPTIONS PARTICULIERES CONCERNANT L'ELEVAGE PORCIN :**

### **3.1. - Effectifs :**

**3.1.1. -** L'effectif porcin maximum en présence simultanée ne devra pas dépasser 377 reproducteurs (truies verrats cochettes), 2 960 porcs charcutiers de plus de 30 kg dont 1 152 porcs élevés sur racleurs (système track) et 1 420 porcelets sevrés de moins de 30 kg élevés sur racleurs (système track).

**3.1.2 -** L'effectif porcin moyen annuel ne devra pas dépasser 346 reproducteurs (truies verrats cochettes). Le pétitionnaire devra tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées des justificatifs permettant de vérifier cette prescription (bilans comptables, gestion technique).

La production annuelle de porcs charcutiers ne devra pas 8 880 animaux dont 3 456 élevés sur racleur et celle de porcelets ne devra pas dépasser 9 020 animaux élevés sur racleur.

**3.1.3. -** Les porcs qui ne seront pas engraisés dans l'élevage feront l'objet d'un enregistrement (registre ou autre) portant sur les informations suivantes : date de sortie de l'élevage, nombre de porcs, nom et adresse du destinataire (engraisseur, groupement). Si le pétitionnaire fait engraisser des porcs à façon, il devra s'assurer que les élevages récepteurs sont régulièrement autorisés ou déclarés au titre de la législation sur les installations classées.

### **3.2. - Alimentation biphase :**

**3.2.1. -** L'alimentation biphase sera maintenue en place à compter de la date de l'arrêté

**3.2.2. -** Le pétitionnaire devra tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées les justificatifs des aliments distribués (factures, ..... ) ainsi qu'un bilan récapitulatif annuel (taux de matières azotées, quantités consommées par catégorie d'animaux). Ces documents devront être conservés pendant cinq ans.

### **3.3. - Sécurité :**

**3.3.1. -** Les matériaux employés pour la construction du bâtiment devront être de catégorie M3 au minimum (c'est-à-dire moyennement inflammables).

**3.3.2. -** L'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

**3.3.3. -** L'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique). De plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé à proximité d'une issue.

**3.3.4. -** Les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles, ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

**3.3.5. -** Installer à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible par les sapeurs-pompiers et visiblement signalé, un poteau d'incendie de 100 m / m conforme à la norme NFS 61 213 capable de fournir en permanence un débit de 1 000 litres / minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum, ou une réserve d'eau d'une capacité utile de 120 m3 équipée d'une aire de mise en aspiration viabilisée, d'une surface de 32 m2 au moins, conformément à la circulaire ministérielle n° 465 du 10 décembre 1951.

#### **ARTICLE 4 : PRESCRIPTIONS PARTICULIERES CONCERNANT L'EXPLOITATION DE L'UNITE DE TRAITEMENT DES LISIERS PAR RACLAGE EN V :**

**4.1.** - Les inspecteurs des installations dûment habilités auront constamment accès aux installations autorisées. Le service des installations classées peut également désigner un organisme agréé par l'administration pour valider les auto surveillances. Les analyses réalisées pendant ces contrôles sont à la charge de l'éleveur ;

**4.2.** - Aux fins de contrôles, sera placé :

- un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des résidus organiques produits après raclage ;

**4.3.** - Une alarme visuelle ou sonore sera installée pour prévenir l'éleveur en cas d'arrêt non contrôlé (défaut électrique ou mécanique).

**4.4.** - Les prélèvements et échantillonnages en vue des bilans matières seront effectués suivant le protocole décrit dans l'étude d'impact. Toute modification de ce protocole devra être communiquée au service des Installations Classées.

**4.5.** - Débits et flux de pollution entrant dans le raclage en V :

Lisier brut	Flux annuel maximal
Volume	3 022 m3
N Global	12 939 Kg
P205	7 266 Kg

**4.6.** - Débits et flux de pollution relatifs aux co-produits :

**4.6.1.** - co-produits à transférer :

Résidus organiques B	Flux annuel
Tonnage	1 148 t
N Global	7 116 Kg
P205	6 612 Kg

**4.6.2.** - co-produits à épandre :

Lisier séparé (phase liquide)	Flux annuel
Volume	1 874 m3
N Global	5 823 kg
P205	654 kg

**4.7** - Lisier brut à épandre

Lisier brut à épandre	Flux annuel
volume	1721 m3
N Global	7635 kg
P205	4294 kg

#### **4.8. – Auto-surveillance (suivi)**

L'éleveur procédera quotidiennement aux opérations suivantes :

- vérification de l'état de fonctionnement global de l'unité de traitement (raclage en "V") ;

L'éleveur procédera hebdomadairement aux opérations suivantes :

- relevé du volume de résidus organiques produits ;

Les vérifications et les mesures de volumes seront consignées par l'éleveur sur un cahier d'exploitation. Toute intervention ou panne susceptible d'entraîner une perturbation du traitement devra y être mentionnée. Ce cahier sera tenu à disposition du service des installations classées.

#### **4.9. - Auto-surveillance (bilan matière)**

L'éleveur procédera ou fera procéder à ses frais à des bilans matières semestriels. Chaque bilan comprendra au moins :

- bilan des volumes de lisier raclé
- bilan des volumes du résidu organique
- une analyse du lisier raclé (MES, NK, Pt, K<sub>2</sub>O). L'échantillon sera représentatif de la production globale de l'élevage (prélèvement dans la fosse d'homogénéisation) ;
- une analyse des résidus organiques (MES, NK, Pt, K<sub>2</sub>O). L'échantillon sera prélevé dans le tas de stockage des résidus ;

Les bilans seront adressés semestriellement par l'éleveur au service des installations classées. Ils seront annexés au cahier d'exploitation.

#### **4.10. - Assistance technique :**

Si l'éleveur a recours à un service d'assistance technique, il est demandé à cet organisme de retranscrire ses observations sur le cahier d'exploitation à l'issue de chaque visite. Le maître d'ouvrage de l'assistance technique est l'éleveur.

### **ARTICLE 5 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES EN MATIERE DE STOCKAGE ET D'EPANDAGE DES CO-PRODUITS ET LISIERS**

**5.1. -** Le lisier brut, le lisier séparé et le lisier centrifugé seront stockés dans une fosse et des préfosse d'un volume total de 4 880 m<sup>3</sup>.

**5.2. -** Les résidus organiques B seront stockés dans un local couvert de 114 m<sup>2</sup>.

**5.3. -** Tous les ouvrages de stockage devront être munis d'un dispositif de sécurité destiné à prévenir tout risque d'accident.

**5.4. -** Les épandages de co-produits et de lisier seront consignés dans un cahier d'épandage conformément au présent arrêté. Ce cahier d'épandage sera annexé au cahier d'exploitation.

**5.5. -** Pour les co-produits transférés dans le cadre d'un contrat de reprise, un cahier d'enlèvement sera tenu par l'éleveur mentionnant la date, la quantité enlevée, l'adresse et le nom du destinataire. Ce cahier d'enlèvement ainsi que les bons d'enlèvement seront annexés au cahier d'exploitation. Dans le cas où le contrat de reprise ne serait pas respecté ou renouvelé par l'un des contractants ou de sa rupture, l'éleveur devra trouver un autre contrat présentant les mêmes garanties ou un autre mode de gestion de ces produits conforme à la réglementation ou cesser l'exploitation de son élevage.



Conformément aux plans et mémoires du dossier, les co-produits seront utilisés uniquement dans des cantons où la charge en azote d'origine animale est inférieure à 140 kg d'azote par hectare épandable.

**5.6.** - Le transport des résidus organiques ne doit pas provoquer de nuisances, pollutions ou écoulements sur la chaussée. Tous ces transferts seront consignés sur le cahier d'épandage.

## **ARTICLE 6 - PRESCRIPTIONS EN MATIERE DE MISE EN SERVICE DE L'UNITE DE TRAITEMENT**

La mise en service du système de traitement par raclage en "V" devra être réalisée dès la mise en service du bâtiment numéroté n° 8 de 1 152 places engraissement à créer et du bâtiment numéroté n° 7 de 1 420 places de post sevrage à créer.

## **ARTICLE 7 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES CONCERNANT LE TRAITEMENT PAR UNE UNITE MOBILE DE TRAITEMENT**

**7.1** - Une zone pour le traitement du lisier traité décanté par une unité mobile de traitement DENITRAL (UMT) comprendra :

- . une plate-forme de réception de l'UMT,
- . une plate-forme de réception des caissons de stockage,
- . une fosse de stockage du lisier centrifugé.

Une partie des déjections de l'élevage ci-dessus fera l'objet d'un traitement de centrifugation, à savoir : 8 310kg d'azote (.1 873 m3 de lisier traité décanté) sur 28 884 kg d'azote (6 616 m3) produits annuellement.

**7.2.** - Les inspecteurs des installations classées dûment habilités auront constamment accès aux installations autorisées. Les analyses réalisées pendant ces contrôles sont à la charge de l'éleveur.

**7.3.** - Aux fins de contrôles, seront placés sur l'UMT :

- un débitmètre pour comptabiliser la totalité du lisier introduit, tout élevage confondu, depuis la mise en service de l'Unité Mobile de Traitement. Des relevés de ce débitmètre seront effectués en présence de l'éleveur à l'arrivée et au départ de l'Unité Mobile de Traitement de l'élevage. Ces relevés seront notés sur le cahier d'exploitation de l'Unité Mobile de Traitement.

- un dispositif de mesure pour comptabiliser le volume de lisier centrifugé produit.

Les co-produits seront pesés lors de leur enlèvement qui sera immédiat.

**7.4.** - Un dispositif de sécurité sera mis en place sur l'Unité Mobile de Traitement pour prévenir tout risque d'accident lors d'un dysfonctionnement de l'Unité Mobile de Traitement.

**7.5.** - Débits et flux de pollution entrant dans l'Unité Mobile de Traitement :

Lisier brut	Flux annuel maximal
Volume	1 873 m3
N Global	8 310 Kg
P205 Globale	4 673 Kg